

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



COMMUNE DE GOUESNAC'H

**RENOVATION ET MAINTENANCE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC SUR LE
TERRITOIRE de la COMMUNE de GOUESNAC'H**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P**

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Passé en application de l'article 28 du code des marchés publics

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - Objet du marché

ARTICLE 2 - Durée du marché

ARTICLE 3 - Allotissement

ARTICLE 4 : Pièces constitutives du marché

ARTICLE 5 : Détermination des prix du marché

ARTICLE 6 - Rémunération des prestations

ARTICLE 7 - Révision des prix

ARTICLE 8 - Délai de paiement

ARTICLE 9 - Délai d'exécution

ARTICLE 10 - Pénalités de retard

ARTICLE 11 - Retenue de garantie

ARTICLE 12 - Avance

ARTICLE 13 - Avance Facultative

ARTICLE 14 - CONTROLES

ARTICLE 15 - Réception

ARTICLE 16 - Document après exécution

ARTICLE 17 - Garanties contractuelles

ARTICLES 18 - Assurances

ARTICLES 19 Résiliation du marché

ARTICLE 20 - Dérogations



1. OBJET DU MARCHÉ

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Le marché concerne les travaux de rénovation des installations d'éclairage public ainsi que la maintenance s'y rapportant sur le territoire de la commune de GOUESNAC'H (29)

Décomposition des travaux :

- ❖ Maintenance des installations d'éclairage public
- ❖ Rénovation des installations d'éclairage public
- ❖ Interventions exceptionnelles.

2. DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché est de cinq (5) ans.

3. ALLOTISSEMENT

Le marché est constitué d'un lot unique indivisible.

4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

A) Pièces particulières

- ❖ L'Acte d'Engagement à compléter, à dater et signer,
- ❖ le Cahier des Clauses Administratives Particulières à accepter sans modification, à dater et signer,
- ❖ le Cahier des Clauses Techniques Particulières à accepter sans modification, à dater et signer,
- ❖ le Bordereau des Prix Unitaires à compléter, à dater et signer,
- ❖ le Mémoire du Candidat permettant à la Ville de juger des moyens et méthodes mis en œuvre ainsi que des performances sur lesquelles il s'engage.
- ❖ Le Devis Quantitatif Estimatif à valoriser (sans valeur contractuelle)

Ces pièces sont classées par ordre de priorité.

B) Pièces générales

- ❖ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (décret 76-87 du 21 Janvier 1976 et ses modifications),
- ❖ le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux,
- ❖ toutes normes françaises se rapportant à l'objet du marché,
- ❖ le Code du Travail,
- ❖ le Code des Marchés Publics.

5. DETERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ

Les prix intègrent toutes suggestions. Ils sont établis hors taxes et supporteront la TVA du mois de facturation.



6. REMUNERATION DES PRESTATIONS

La facturation sera établie dans les conditions suivantes :

- ❖ Pour la « Maintenance » ; trimestriellement.
Facturation d'1/4 du prix forfaitaire annuel du point lumineux, noté à l'Acte d'Engagement, appliqué aux quantités recensées à chaque date anniversaire.
Pour la première année, les quantités seront celles précisées au CCTP pour les premiers mois, puis celles ajustées à l'issue de l'inventaire initial.
- ❖ Pour la « Rénovation » et les « interventions exceptionnelles » ; à l'avancement.
Application du Bordereau des Prix Unitaires aux quantités réellement réalisées, et ce dans la limite des montants annuels figurant à l'Acte d'Engagement

Ces prix forfaitaires s'entendent pour les quantités précisées au CCTP.

Toute variation des quantités initiales donnera lieu à ajustement par application des prix spécifiques du Bordereau des Prix Unitaires.

7. REVISION DES PRIX

Les prix sont établis selon les conditions économiques du mois précédant la remise des offres (indices (o)).

Ils sont fermes la première année puis révisables à chaque date anniversaire dans les conditions fixées ci-dessous.

- Pour la « Maintenance »
$$P = P_o * 0,15 + 0,60*(ICHT-IME1/ICHT-IME1o) + 0,25*(TP12/TP12o)$$
- Pour la « Rénovation » et « les interventions exceptionnelles ».
$$P = P_o * 0,15 + 0,85*(TP12/TP12o)$$

Avec :

- ICHT-IME : Indice élémentaire du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).
- TP12 : Indice national pour les réseaux d'électrification, publié au Moniteur du Bâtiment et des Travaux Publics.

Les révisions seront appliquées sur le montant final hors taxe de chaque facture afin d'en faire ressortir l'incidence.

NB : en cas de disparition d'indice en cours du présent contrat, l'entreprise s'engage à remplacer cet indice par le nouvel indice connu et à en informer son client ainsi qu'à produire les caractéristiques du nouvel indice choisi.

8. DELAI DE PAIEMENT

Conformément à l'article 98 du Code des Marchés Publics, le délai global de paiement ne pourra dépasser 30 jours.

Conformément au Décret N° 2002-232 du 21 Février 2002, le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.



9. DELAI D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont les suivants :

- ❖ **Pour la « Maintenance ».**
Pour toute la durée du marché, conformément aux exigences du CCTP, et ce, dès sa notification.
- ❖ **Pour la « Rénovation ».**
Sauf exception, 2 mois après acceptation de la proposition annuelle de l'entreprise, actée par l'émission de l'Ordre de Service correspondant.
- ❖ **Pour les « Interventions exceptionnelles ».**
Selon accord avec la Ville.

10. PENALITES DE RETARD

Tout dépassement de délai pourra faire l'objet des pénalités suivantes :

- ❖ **Pour la « Maintenance ».**
 - 15€ HT par jour effectif de retard relativement aux délais fixés au CCTP.
 - 60 € HT par jour de retard pour la présentation de l'inventaire initial.
 - 60 € HT par jour de retard pour la remise du rapport annuel.
- ❖ **Pour la « Rénovation ».**
 - 30 € HT par jour effectif de retard relativement aux délais d'exécution fixés par Ordre de Service.

11. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent marché.

12. AVANCE

Une avance de 5 % du montant du poste « Rénovation » de l'année 1 est accordée à l'entreprise, dans les conditions fixées par l'article 87 du Code des Marchés Publics, sauf si cette possibilité a été refusée par l'entreprise à l'Acte d'Engagement.

13. AVANCE FACULTATIVE

L'avance facultative, objet de l'article 88 du Code des Marchés Publics, n'est pas prévue au titre du présent marché.

14. CONTROLES

La Ville se réserve la possibilité de faire réaliser, à ses frais, tous contrôles qu'elle jugerait nécessaire.

En cas de défaillance constatée, la Ville pourra mettre en œuvre la procédure décrite à l'article 19 du présent CCAP.



15. RECEPTION

Les travaux de « Rénovation » donneront lieu à la signature d'un PV de réception. Cette réception devra être prononcée définitivement au plus tard lors de la présentation du rapport annuel, pour l'exercice écoulé.

16. DOCUMENTS APRES EXECUTION

Les travaux de « Rénovation » donneront lieu à une mise à jour des données et de la cartographie sous forme numérique. Ces mises à jour devront être effectives au moment de la réception (cf. ci-dessus).

17. GARANTIES CONTRACTUELLES

Le délai de garantie est d'un an (1) à compter de la date de réception des travaux de « Rénovation ».

18. ASSURANCES

L'entreprise devra justifier, dans les quinze (15) jours à partir du lendemain de la date de réception de la notification, d'une police d'assurance en Responsabilité Civile Professionnelle, couvrant les risques inhérents à son activité liée au présent marché.

19. RESILIATION DU MARCHE

En cas de prestations non conformes, la Ville peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre l'entreprise en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 48 heures à compter de la réception de la dite lettre.

Passé ce délai, la Ville se réserve le droit de faire intervenir, aux frais de l'entreprise défaillante, un tiers de son choix afin de réaliser les travaux ou prestations demandés.

Les sommes dues seront alors déduites des montants dus, ou à devoir, à l'entreprise.

Après un délai de huit jours sans prestation, le titulaire se verra adresser une mise en demeure de reprendre immédiatement l'exploitation dans les conditions prévues au marché.

Au cas où elle ne donnerait pas suite à cette mise en demeure (exception faite des cas de force majeure) la résiliation de plein droit du marché serait prononcée, sans indemnité aucune pour le titulaire.

20. DEROGATIONS

Par dérogation à l'article 3.12 du CCAG, toutes les dispositions du CCAG, non modifiées par le présent CCAP, sont de fait applicables.

LU ET ACCEPTE

A _____ ,
Le _____

Cachet et signature de l'entreprise

